

L'acte d'accusation politisé du DoJ américain contre Maduro, le «réseau» de la CIA et un témoin clé contraint -

par **Max Blumenthal**

L'acte d'accusation du ministère américain de la Justice contre le dirigeant vénézuélien kidnappé, Nicolas Maduro, est une diatribe politique qui s'appuie largement sur le témoignage contraint d'un témoin peu fiable.

Le raid militaire américain du 3 janvier au Venezuela visant à kidnapper le président Nicolas Maduro et la première dame Cilia Flores a été suivi de la publication par le ministère de la Justice de son [nouvel acte d'accusation](#) contre les deux personnes enlevées ainsi que leur fils, Nicolasito Maduro, et deux proches alliés politiques : l'ancien ministre de la Justice Ramon Chacin et l'ancien ministre de l'Intérieur, de la Justice et de la Paix Diosdado Cabello. Le ministère de la Justice a également ajouté le chef du cartel Tren De Aragua (TDA), Hector «Niño» Guerrero, à la liste des accusés, le plaçant au cœur de son récit.

L'acte d'accusation, long de 25 pages, accuse Maduro et Flores d'avoir conspiré pour faire passer «des milliers de tonnes de cocaïne aux États-Unis», s'appuyant largement sur les témoignages de témoins contraints de témoigner au sujet de livraisons présumées qui auraient eu lieu en grande partie en dehors de la juridiction américaine. Il accuse Maduro d'avoir «collaboré avec des narco-terroristes» comme le TDA, ignorant une récente évaluation des services de renseignement américains qui concluait qu'il n'avait aucun contrôle sur le gang vénézuélien. Enfin, les procureurs ont plombé l'acte d'accusation en inculpant Maduro de «*possession de mitrailleuses*», une infraction risible qui pourrait facilement s'appliquer à des centaines de milliers d'Américains amateurs d'armes à feu en vertu d'une loi archaïque de 1934.

Les procureurs du ministère de la Justice évitent soigneusement de fournir des données précises sur les exportations de cocaïne vénézuélienne vers les États-Unis. Ils parlent tantôt de «tonnes de cocaïne», tantôt font référence à des expéditions de «milliers de tonnes», un chiffre astronomique générant théoriquement des centaines de milliards de dollars de revenus. À aucun moment ils ne mentionnent le fentanyl, la drogue responsable de la mort par overdose de près de 50 000 Américains en 2024. En fait, l'évaluation nationale de la menace liée à la drogue publiée cette année sous la présidence de Trump [mentionne à peine le Venezuela](#).

En recourant à un langage vague et délibérément expansif, truffé de termes subjectifs tels que «corrompu» et «terrorisme», le ministère de la Justice a construit un discours politique contre Maduro plutôt qu'un dossier juridique concret. Tout en qualifiant à plusieurs reprises Maduro de «*dirigeant de facto... illégitime du pays*», le ministère de la Justice ne parvient pas à démontrer qu'il n'est pas illégitime *de jure* au regard du droit vénézuélien, et ne pourra donc pas contourner [les précédents juridiques internationaux établis](#) accordant l'immunité aux chefs

d'État.

En outre, l'acte d'accusation s'appuie sur des témoins manifestement peu fiables et contraints, comme Hugo «Pollo» Carvajal, un ancien général vénézuélien qui a conclu un accord secret avec le ministère public afin de réduire sa peine pour trafic de drogue en fournissant des informations compromettantes sur Maduro. Carvajal serait une figure clé du réseau de trafic de drogue appelé «Cartel des Soleils», qui, selon le ministère américain de la Justice, aurait été dirigé par Maduro. Si Carvajal comparaît pour témoigner contre le dirigeant vénézuélien kidnappé, le public américain pourrait apprendre que le «cartel» n'a pas été fondé par le président vénézuélien déchu ou l'un de ses alliés, mais par la CIA pour faire passer de la drogue dans les villes américaines.

Aussi bâclée et politisée que puisse être l'accusation du ministère américain de la Justice, elle a permis à Trump de présenter sa «doctrine Donroe», contraire au droit, comme une politique agressive d'application de la loi, encourageant le président américain à proférer de nouvelles menaces d'enlèvement ou d'élimination des chefs d'État qui font obstacle à son programme rapace. Cela semble être le véritable objectif du spectacle impérial qui se déroulera prochainement dans la salle d'audience.

Le canular du «narco-terrorisme»

L'essentiel de l'accusation contre Maduro repose sur le fait que les accusés *«se sont livrés à... un trafic de drogue, notamment en partenariat avec des groupes narco-terroristes»*. Selon le ministère américain de la Justice, Maduro aurait conspiré avec le TDA, ainsi qu'avec les cartels mexicains de Sinaloa et Los Zetas, pour se livrer à du trafic de drogue entre 2003 et 2011. Cependant, ces cartels n'ont été désignés comme organisations terroristes étrangères par l'administration Trump qu'en février 2025, une mesure manifestement destinée à justifier l'enlèvement de Maduro et à étoffer son acte d'accusation.

Dans sa tentative de condamner Maduro, le DOJ aura sans doute du mal à contester la conclusion d'une [note du 7 avril 2025](#) du Bureau du directeur du renseignement national (ODNI) selon laquelle le dirigeant vénézuélien ne contrôlait pas le TDA, qu'il a effectivement démantelé grâce à un [vaste raid militaire et policier](#) mené en 2023 contre la prison de Tocarón, qui servait de base opérationnelle au gang. Un rapport publié par le média *InSight Crime*, financé par le département d'État, complique également la tâche du DOJ, [concluant que](#) *«les quelques crimes attribués aux membres présumés du Tren de Aragua aux États-Unis semblent n'avoir aucun lien avec le groupe dans son ensemble ou ses dirigeants au Venezuela»*.

En fait, bon nombre des crimes présumés de Maduro ont été commis en dehors des frontières et de la juridiction des États-Unis. Le DOJ affirme, par exemple, qu'en septembre 2013, *«des responsables vénézuéliens auraient expédié environ 1,3 tonne de cocaïne sur un vol commercial reliant l'aéroport de Maiquetia à l'aéroport Charles de Gaulle de Paris»*.

En 2018, cinq citoyens britanniques ont été condamnés par un tribunal français pour avoir orchestré le transport de drogue avec l'aide de membres de gangs colombiens et italiens, mais pas vénézuéliens. Au moment des faits, le gouvernement Maduro a reconnu que des fonctionnaires vénézuéliens corrompus ont laissé passer la drogue aux contrôles de sécurité de l'aéroport. Caracas a finalement [arrêté 25 personnes](#), dont des militaires et un responsable d'Air France, un fait important passé sous silence dans l'acte d'accusation du ministère américain de la Justice.

Selon le ministère américain de la Justice, la preuve de l'implication de Maduro dans le scandale réside en ce que le trafic de drogue aurait eu lieu *«quelques mois seulement après que [Maduro] ait accédé à la présidence du Venezuela»*. Aucune autre preuve n'est fournie pour démontrer sa culpabilité.

L'acte d'accusation poursuit en affirmant que Maduro *«a facilité les vols d'avions privés sous*

couverture diplomatique» afin d'éviter le contrôle des forces de l'ordre lors de leur atterrissage au Mexique. Citant le témoignage forcé d'un transfuge du gouvernement vénézuélien, il accuse Diosdado Cabello d'avoir coordonné une livraison de 5,5 tonnes de cocaïne à bord d'un jet DC-9 à destination du Mexique. Aucune de ces allégations ne devrait être recevable devant un tribunal américain.

Comme l'[explique](#) Eliza Orlins, avocate commis d'office et analyste juridique, *«les trajets qui se déroulent intégralement au Venezuela ne traversent pas l'espace aérien américain, n'impliquent pas le territoire douanier américain et ne violent pas, en soi, la loi américaine. L'acte d'accusation tente de faire entrer ces mouvements nationaux dans la juridiction pénale américaine en affirmant que la cocaïne en question était finalement destinée aux États-Unis. C'est l'intention qui domine le dossier».*

Comme la plupart des incidents spécifiques cités dans l'acte d'accusation se sont produits au Mexique sous les présidences de Vicente Fox, Felipe Calderón et Enrique Peña Nieto, le ministère américain de la Justice implique de fait ces trois administrations pro-américaines, qui ont conçu leur politique antidrogue en collaboration avec Washington. En effet, le chef de la police des deux premiers de ces gouvernements, l'ancien directeur de l'Agence fédérale de renseignement, Genaro García Luna, a été [condamné](#) en 2023 par un tribunal fédéral américain pour avoir orchestré un complot de plusieurs millions de dollars avec le cartel de Sinaloa. L'ancien ambassadeur américain au Mexique, Robert Jacobson, a [reconnu](#) que les États-Unis étaient au courant des liens de García Luna avec le cartel, mais a insisté sur la nécessité de travailler avec lui.

Le deux poids, deux mesures hondurien

Le ministère américain de la Justice implique également le gouvernement pro-américain de l'ancien président hondurien Juan Orlando Hernández, qualifiant le Honduras de *«point de transbordement»* où les trafiquants de cocaïne opérant dans ces pays versaient une partie de leurs profits en échange de la protection et de l'aide de politiciens corrompus. En 2023, Hernandez a été condamné par un tribunal fédéral américain pour avoir introduit plus de 400 tonnes de drogue aux États-Unis, mais il a été gracié en décembre dernier par le président Donald Trump, à la suite d'une [campagne de lobbying](#) menée par ses principaux donateurs, désireux de faire des affaires dans le paradis cryptographique déréglementé de Próspera, au large des côtes du Honduras.

Lors de sa conférence de presse du 3 janvier, au cours de laquelle il a annoncé l'arrestation de Maduro et de son épouse, Trump a défendu agressivement sa décision de gracier Hernandez, [affirmant](#) que l'ancien président hondurien aurait été *«persécuté de manière très injuste»*. Cependant, c'est bien le même procureur du ministère de la Justice, Emil Bove, un fidèle de Trump, qui a rédigé l'acte d'accusation de Hernandez. Contrairement à l'affaire contre Maduro, l'acte d'accusation contre Hernandez présentait des preuves concrètes de sa collaboration avec de grands cartels transnationaux, notamment des vidéos et des photographies, comme l'ont détaillé Anya Parampil et Alexander Rubinstein pour [The Grayzone](#).

Hernandez a plaidé sa cause auprès de Trump dans une [lettre datée](#) de 2025, affirmant qu'il a été victime d'un *«procès truqué»* et condamné *«sur la base de déclarations non corroborées de trafiquants de drogue condamnés»*.

Son affirmation contestable pourrait également s'appliquer aux poursuites engagées par le ministère de la Justice contre Maduro, car bon nombre des allégations les plus spectaculaires contenues dans son acte d'accusation proviennent d'un trafiquant de drogue condamné qui a conclu un accord secret avec les procureurs américains afin de réduire sa propre peine en échange de son témoignage contre Maduro.

Il s'agit encore de l'ancien général vénézuélien Hugo «El Pollo» Carvajal.

Un «témoin clé» contraint de conclure un accord secret avec les procureurs américains

Chef des services de renseignement militaire sous le gouvernement du président vénézuélien Hugo Chávez de 2004 à 2011, Carvajal est cité sept fois dans l'acte d'accusation du ministère américain de la Justice du 3 janvier, dans lequel il est présenté comme un témoin d'actes criminels présumés commis par Maduro et son entourage. Arrêté pour la première fois en 2014 à Aruba pour trafic de drogue, il a été extradé au Venezuela, au grand dam des autorités américaines. En 2017, alors qu'il faisait l'objet de deux actes d'accusation aux États-Unis, le général s'est soudainement retourné contre Maduro, le qualifiant de dictateur. Il a ouvertement soutenu le projet de changement de régime du «président par intérim» Juan Guaidó, soutenu par les États-Unis, en 2019, se présentant comme un transfuge héroïque et offrant à Washington ses prétendues informations sur l'État profond vénézuélien.

La même année, alors qu'il demandait l'asile en Espagne, les États-Unis ont officiellement demandé à Madrid de l'extrader. Face à la perspective d'une extradition, il a accordé une série d'[interviews révélatrices](#) à des médias mainstream, comme le New York Times, se donnant le plus grand mal pour justifier pratiquement toutes les accusations que l'administration Trump cherchait à utiliser contre Maduro.

Le sénateur Marco Rubio ne pouvait contenir son enthousiasme à l'idée de pouvoir faire témoigner cet initié chaviste dans une future affaire contre Maduro. Carvajal *«viendra bientôt aux États-Unis pour fournir des informations importantes sur le #MaduroRegime»*, a [tweeté](#) Rubio le 12 avril 2019. *«Sale journée pour la #MaduroCrimeFamily»*.

Ce n'est qu'en 2023 que Carvajal a finalement été extradé et jugé par le tribunal du district sud de New York. Après avoir plaidé coupable de «narcoterrorisme» en juin dernier, le *Miami Herald* [a rapporté](#) qu'il a conclu un accord avec le procureur qui lui garantirait *«une réduction considérable de peine s'il apporte une 'aide substantielle' aux enquêtes américaines»*.

L'accord de plaidoyer de Carvajal, toujours secret, dévoile la stratégie qu'il a adoptée depuis qu'il s'est présenté publiquement comme transfuge. Ses accusations contre Maduro ont été faites sous la contrainte, dans le seul but de satisfaire ses futurs geôliers américains. Il s'est ensuite livré à l'une des théories du complot préférées de Trump, en [alléguant](#) dans une lettre adressée au président américain en juin 2020 que Maduro aurait manipulé les systèmes de vote Smartmatic du Venezuela afin de truquer l'élection présidentielle américaine en faveur de Joe Biden.

La flagornerie éhontée de Carvajal envers Trump et son accord secret devraient ruiner sa crédibilité en tant que témoin contre Maduro.

Dans l'acte d'accusation du 3 janvier contre Maduro, le ministère américain de la Justice affirme que Carvajal et Diosdado Cabello ont *«collaboré avec d'autres membres du régime vénézuélien»* pour *«coordonner l'expédition»* de 5,5 tonnes de cocaïne de l'aéroport international Simon Bolivar à Campeche, au Mexique, par jet privé, en 2006. Cet incident continue de susciter de nombreuses interrogations, car le jet DC-9 appartenait à deux sociétés américaines opaques, suggérant ainsi un éventuel lien avec les [services du renseignement américains](#).

Si [les détails](#) de l'implication potentielle du gouvernement américain dans le transport de drogue de 2006 restent flous, il est établi que la CIA a fondé et dirigé le «Cartel des Soleils» que le ministère américain de la Justice accuse aujourd'hui Maduro, Cabello et d'autres hauts responsables vénézuéliens de contrôler.

Cartel des Soleils : créé par la CIA, arme du ministère américain de la Justice

Dans l'acte d'accusation initial contre Maduro, le ministère américain de la Justice accusait explicitement Maduro de diriger un cartel de narcotrafiquants appelé «Cartel des Soleils», y faisant référence plus de 30 fois.

L'acte d'accusation révisé du ministère américain de la Justice contre Maduro, rendu public le 3 janvier, stipule qu'«*à partir de 1999 environ, le Venezuela est devenu le refuge des trafiquants de drogue prêts à payer pour obtenir la protection et le soutien de fonctionnaires civils et militaires vénézuéliens corrompus, qui opéraient hors de portée des forces de l'ordre et des forces armées colombiennes, soutenues par l'aide américaine dans la lutte contre le trafic de stupéfiants*».

Il poursuit : «*Les profits de cette activité illégale sont reversés à des fonctionnaires civils, militaires et des services de renseignement corrompus, qui opèrent dans le cadre d'un système de favoritisme dirigé par ceux qui se trouvent au sommet, appelé le Cartel de Los Soles ou Cartel des Soleils*».

Ce réseau informel de responsables militaires corrompus a en fait été mis en place par la CIA sous les gouvernements vénézuéliens pro-américains des années 1980 et 1990. Ce ne sont pas des journalistes d'investigation dissidents qui ont révélé cette vérité dérangeante aux Américains, mais le [New York Times](#) et Mike Wallace dans un reportage de «[60 Minutes](#)» diffusé en 1993.

Trois ans plus tôt, les douaniers américains de Miami avaient intercepté une cargaison d'une demi-tonne de cocaïne pure en provenance du Venezuela. Mais leurs supérieurs au sein du gouvernement américain leur ont rapidement fait savoir que ces cargaisons avaient été approuvées par Langley. Selon le *Times*, la CIA cherchait à permettre à la cocaïne «*d'entrer aux États-Unis sans être saisie, afin d'écarter tout soupçon. L'idée était de recueillir autant de renseignements que possible sur les membres des gangs de trafiquants de drogue*».

«*Il est vraiment scandaleux qu'une demi-tonne ait été importée, financée par l'argent des contribuables américains*», a déclaré Annabelle Grimm, alors attachée de la DEA au Venezuela, à l'émission *60 Minutes*. «*C'est particulièrement révoltant*».

Pour organiser les expéditions depuis le Venezuela, la CIA a recruté des généraux de la Garde nationale vénézuélienne formés par les États-Unis. Comme les officiers de la Garde nationale portaient sur leur uniforme des écussons arborant le symbole d'un soleil, le réseau informel de trafic de drogue a été baptisé «le Cartel des Soleils».

Dans les années qui ont suivi la révélation des activités du cartel dirigé par la CIA dans les médias américains, celui-ci a disparu, pour renaître lorsque le gouvernement américain a commencé à traquer le général Carvajal, qui pourrait bientôt apparaître comme son témoin clé contre Maduro. Si la corruption est toujours présente dans l'armée vénézuélienne, il n'y a guère de preuves de l'existence d'un cartel des soleils dans ses rangs.

Comme l'a déclaré Phil Gunson, analyste basé à Caracas pour l'*International Crisis Group*, à [CNN](#), «*le Cartel de los Soles, en tant que tel, n'existe pas. Il s'agit d'une expression journalistique créée pour désigner l'implication des autorités vénézuéliennes dans le trafic de drogue*».

Un ancien haut responsable américain a fait écho à Gunson, qualifiant le Cartel des Soleils de «*nom inventé pour désigner un groupe ad hoc de fonctionnaires vénézuéliens impliqués dans le trafic de drogue à travers le Venezuela. Il n'a ni la hiérarchie ni la structure de commandement et de contrôle d'un cartel traditionnel*».

Le responsable a déclaré à *CNN* que la DEA (Drug Enforcement Administration) ou l'Agence de renseignement de la défense a fourni à Trump une évaluation «*purement politique*» du cartel afin de soutenir son offensive contre le Venezuela.

Les révélations obtenues par la défense lors du procès de Maduro et Flores risquent de mettre le gouvernement américain dans une situation très embarrassante en fournissant de nouvelles preuves d'un trafic de drogue impliquant la CIA. C'est peut-être la raison pour laquelle le ministère de la Justice a tempéré son discours sur le Cartel des Soleils, le qualifiant dans l'acte

d'accusation du 3 janvier de simple «*réseau clientéliste*» plutôt que de syndicat criminel structuré, et ne le mentionnant que deux fois.

Lors de sa première comparution devant le tribunal, plus tôt dans la journée, le dirigeant vénézuélien enlevé n'a pu s'exprimer que brièvement.

«*Je suis innocent. Je suis un homme honnête. Je suis président...*», a déclaré Maduro avant d'être interrompu par son avocat.

source : [The Grayzone](#) via [Spirit of Free Speech](#)